

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1105

2 mai 2012

### SOMMAIRE

<b>ADM Groupe S.à.r.l.</b> .....	<b>53036</b>	<b>Computer Associates Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>53039</b>
<b>AdOpt Investment &amp; Consulting S.à r.l.</b> .....	<b>53035</b>	<b>DIF Infrastructure II PPP Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>53040</b>
<b>Advance S.A.</b> .....	<b>53036</b>	<b>D.P. Electricité S.à r.l.</b> .....	<b>53040</b>
<b>Agfa HealthCare Luxembourg S.A.</b> .....	<b>53035</b>	<b>Even Investments S.à r.l.</b> .....	<b>53017</b>
<b>Alaurin Investments S.A.</b> .....	<b>53036</b>	<b>Halley Sicav</b> .....	<b>53003</b>
<b>Alba Master Company S.A.</b> .....	<b>53035</b>	<b>Hyppolite &amp; Caderle S.A.</b> .....	<b>53040</b>
<b>Alphard S.A.</b> .....	<b>53035</b>	<b>Shark Seamaster S.A.</b> .....	<b>53017</b>
<b>Amendola &amp; Stocchi S. à r.l.</b> .....	<b>53036</b>	<b>Skorpio Capital Investment S.à r.l.</b> .....	<b>53003</b>
<b>Ameras S.A.</b> .....	<b>53037</b>	<b>SMP International Sàrl</b> .....	<b>53028</b>
<b>Antikarat s.à r.l.</b> .....	<b>53037</b>	<b>Sogerom S.A.</b> .....	<b>53031</b>
<b>Apollo Strategists S.A.</b> .....	<b>53028</b>	<b>Solumag S.à.r.l.</b> .....	<b>53028</b>
<b>Arnold KONTZ</b> .....	<b>53036</b>	<b>Sonagra S.A.</b> .....	<b>53032</b>
<b>Atelier Jungblut succ. Juan Morales S.à r.l.</b> .....	<b>53028</b>	<b>Spine + S.A.</b> .....	<b>53032</b>
<b>Ateliers Brücker S.à.r.l.</b> .....	<b>53032</b>	<b>SSCP Plastics Holding SCA</b> .....	<b>53032</b>
<b>Auto Moto Zone S.à r.l.</b> .....	<b>53037</b>	<b>Start Holdco S.à.r.l.</b> .....	<b>53032</b>
<b>Aux 1001 Merveilles S.à.r.l.</b> .....	<b>53037</b>	<b>Starting Luxco S.à.r.l.</b> .....	<b>53033</b>
<b>Bakeries International Luxembourg S.A.</b> .....	<b>53037</b>	<b>Sword Group SE</b> .....	<b>52994</b>
<b>Ballainvilliers PPP S.à r.l.</b> .....	<b>53038</b>	<b>Techseeds S.A.</b> .....	<b>53033</b>
<b>Beaufort Investissements S.A.</b> .....	<b>53038</b>	<b>Tembec Luxembourg S.à.r.l.</b> .....	<b>53033</b>
<b>Beaufort Investissements S.A.</b> .....	<b>53038</b>	<b>TIA Europe S.A.</b> .....	<b>53034</b>
<b>Beaufort Investissements S.A.</b> .....	<b>53034</b>	<b>Torre Ingles S.A.</b> .....	<b>53033</b>
<b>Bei de Wiermercher II s.à r.l.</b> .....	<b>53039</b>	<b>Transcargo S.A.</b> .....	<b>53034</b>
<b>Bei de Wiermercher s.à r.l.</b> .....	<b>53039</b>	<b>Treat Investment S.A.</b> .....	<b>53034</b>
<b>Bitulog Admin S.à r.l.</b> .....	<b>53038</b>	<b>Tumiotto Frères S.à r.l.</b> .....	<b>53034</b>
<b>British Vita (Lux III) S.à.r.l.</b> .....	<b>53038</b>	<b>Uniflux S.à r.l.</b> .....	<b>53033</b>
<b>Buffadini P. &amp; Fils S.à r.l.</b> .....	<b>53039</b>	<b>Versbau S.A.</b> .....	<b>53035</b>
<b>Chester Investments Holding S.A.</b> .....	<b>53040</b>	<b>Windsor House (Lux) 2 S.à r.l.</b> .....	<b>53035</b>

**Sword Group SE, Société Européenne.**

Siège social: L-8009 Strassen, 105, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 168.244.

---

**STATUTS**

Immatriculation au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg

Par résolutions en date du 26 mars 2012 l'assemblée générale extraordinaire de SWORD GROUP SE (la «Société») a résolu de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société au Grand Duché de Luxembourg. La même assemblée générale a:

- fixé le siège social de la Société au Grand Duché de Luxembourg
  - approuvé les nouveaux statuts de la Société
  - nommé les administrateurs de la Société
  - nommé les réviseurs d'entreprises de la Société
- sous réserve de l'immatriculation de la Société au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg.

Ces informations sont reproduites ci-dessous.

**1. Siège social**

105, route d'Arlon

L-8009 Strassen, Grand Duché du Luxembourg

**2. Statuts****«Titre I<sup>er</sup>. Forme - Objet - Dénomination - Siège - Durée - Exercice social - Limite d'âge**

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** La Société, initialement constituée sous forme de société anonyme, a été transformée en société européenne (societas Europaea ou «SE») par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 2009.

Elle est régie par les dispositions du Règlement (CE) n°2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne, les présents statuts lorsque le règlement ci-dessus y renvoie expressément, la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales telle que modifiée. A défaut de telles dispositions, la Société est régie par les présents statuts.

**Art. 2. Objet.** La Société a pour objet:

- De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières G.I.E. ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;
- D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;
- De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;
- De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;
- D'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société appartenant au même groupe de sociétés (l'«Affilié»), tous concours, prêts, avances, garanties ou sûretés (dans les deux derniers cas y compris à des tiers prêteur à l'Affilié);
- D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;
- la Société pourra effectuer toutes prestations administratives de conseil et autres et toutes activités de recherche, de développement et d'animation; toutes activités de prestations, de conseil et de réalisation dans le domaine des systèmes d'informations.
- De manière générale de faire toute sorte d'activité qui pourrait sembler accessoire ou faciliter la réalisation des objets ci-dessus ou l'un d'entre eux.
- La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Elle pourra agir directement ou indirectement et faire toutes ces opérations, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en participation, association groupement ou Sociétés, avec toutes autres personnes ou Sociétés et les réaliser sous quelque forme que ce soit. Elle pourra également prendre tous intérêts et participations dans toutes Sociétés et affaires, quel qu'en soit l'objet.

**Art. 3. Dénomination.** La dénomination de la Société est:

SWORD GROUP SE

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "Société européenne" ou des initiales "SE"

**Art. 4. Siège statutaire et Administration centrale.** Le siège statutaire et l'administration centrale de la Société sont établis à Strassen.

Le siège statutaire pourra être transféré en tout autre endroit de la même municipalité par simple décision du conseil d'administration.

Le transfert du siège dans un autre Etat de l'Union Européenne devra être réalisé en conformité avec les dispositions du Règlement (CE) n°2157/2001 du 8 octobre 2001.

**Art. 5. Durée.** La durée de la Société est indéterminée.

**Art. 6. Exercice social.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 7. Limite d'âge pour l'exercice des fonctions d'Administrateur, Président du conseil d'administration, d'administrateur délégué et de délégué à la gestion journalière.** Nul ne peut être nommé Administrateur si, ayant dépassé l'âge de 70 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des Membres du Conseil d'Administration en fonction, le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Si, du fait qu'un Administrateur en fonction vient à dépasser l'âge de 70 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'Administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Nul ne peut être nommé président du conseil d'administration, administrateur délégué ou délégué à la gestion journalière s'il est âgé de plus de 65 ans. D'autre part, si les administrateurs délégués ou les délégués à la gestion journalière en fonction viennent à dépasser cet âge, ils sont réputés démissionnaires d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

## **Titre II. Capital social - Actions**

### **Art. 8. Capital Social.**

I - Le capital social est fixé à la somme de 9.289.965 euros (neuf millions deux cent quatre-vingts neuf mille neuf cent soixante-cinq euros). Il est divisé en 9.289.965 actions de 1 euro chacune, libérées intégralement et toutes de même catégorie.

Le capital autorisé de la Société est fixé à 5.000.000 euros (cinq millions d'euros), représenté par 5.000.000 d'actions d'une valeur nominale d'1 euro chacune.

Cependant, dans le cadre d'actions nouvelles émises en vertu de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital, le montant du capital autorisé est fixé à 100.000.000 d'euros (cent millions d'euros) représenté par 100.000.000 d'actions d'une valeur nominale d'1 euro chacune.

Dans la limite des montants du capital autorisé ci-dessus, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période expirant 5 années à compter de la date de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de l'immatriculation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social par tout moyen, notamment par l'émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, et par l'augmentation de la valeur nominale des actions émises. Dans les conditions fixées par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le conseil d'administration peut supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription.

Il peut être souscrit à ces augmentations de capital social par paiement en numéraire ou apport en nature en observant alors les prescriptions légales alors applicables ou par incorporation de réserves disponibles, profits reportés, distribution de dividende ou prime d'émission au capital social, dans chaque cas à un prix d'émission déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur autorisé ou fondé de pouvoir de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, le droit d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement des actions représentant tout ou partie du montant d'une telle augmentation de capital.

A chaque augmentation de capital social de la Société par le conseil d'administration dans les limites du capital autorisé, les paragraphes I et II du présent article seront modifiés en conséquence et le conseil d'administration prendra ou autorisera toute personne à faire toutes les démarches nécessaires en vue de l'exécution et de la publication de ladite modification.

II - Le capital a été constitué de la manière suivante:

- Lors de la constitution de la Société par apports en numéraire d'une somme de 40.000 euros.
- Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 août 2001, le capital a été augmenté d'un montant de 3.412.470 euros, par l'apport de 682.494 actions de la Société SWORD SA.
- Lors du Conseil d'Administration du 31 décembre 2001, le capital a été augmenté d'un montant de 167.840 euros, par la souscription de 33.568 actions nouvelles de 5 euros chacune résultant de l'exercice des droits de souscription attachés à ces bons autonomes émis par la Société selon décision du Conseil d'Administration du 2 novembre 2001 suivant autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 29 octobre 2001.

- Lors du Conseil d'Administration du 27 février 2002, le capital a été augmenté d'un montant de 615.360 euros, par la création de 123.072 actions nouvelles de 5 euros chacune résultant de l'exercice des droits de souscription attachés à ces bons autonomes émis par la Société selon décision du Conseil d'Administration du 2 novembre 2001 suivant autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 29 octobre 2001.

- Lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 27 février 2002, il a été décidé d'augmenter le capital social par l'émission de 126.089 actions nouvelles d'un montant nominal de 5 euros chacune avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires en faveur du FCPR 21 DEVELOPPEMENT. Le Conseil d'Administration en date du 12 mars 2002 a constaté la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

- Lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 27 février 2002, le Conseil d'Administration a été autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois d'un montant de 5.000.000 euros au maximum. Dans le cadre de cette augmentation, le Conseil d'Administration en date du 12 mars 2002 a décidé une augmentation de capital de 1.295.100 euros par émission de 259.020 actions de 5 euros de nominal avec suppression du droit préférentiel de souscription en vue de permettre l'ouverture du capital de la Société au public. Le Conseil en date du 20 mars 2002 a constaté la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

- Dans sa séance du 21 janvier 2004, en vertu de l'autorisation visée au paragraphe ci-dessus, le Conseil d'Administration a décidé de subdéléguer au Président l'intégralité des pouvoirs qui lui ont été consentis par l'Assemblée Générale Mixte du 27 février 2002.

- Usant des pouvoirs à lui conférés, le Président du Conseil d'Administration a :

\* décidé le 26 mars 2004 d'initier le processus d'une augmentation de capital par émission d'actions à bons de souscription d'actions (ABSA),

\* fixé le 5 avril 2004 les caractéristiques définitives de cette émission d'ABSA,

\* décidé le 7 avril 2004 d'user de la clause d'extension portant à 236.178 le nombre total d'ABSA à émettre par la Société.

Le Conseil d'Administration en date du 26 avril 2004 a constaté la résiliation définitive de cette augmentation de capital.

Le Conseil d'Administration en date du 14 juin 2005 a constaté l'exercice de 23.716 bons de souscription d'actions donnant droit au versement, au profit de la Société, d'une somme globale de 573.808,62 euros, correspondant à une prime d'émission à hauteur de 544.163,62 euros et à une augmentation de capital à hauteur de 29.645 euros, celui-ci passant de 7.342.105 euros à 7.371.750 euros.

Le Conseil d'Administration en date du 19 janvier 2006 a constaté l'exercice de 29.336 bons de souscription d'actions donnant droit au versement, au profit de la Société, d'une somme globale de 709.784,50 euros, correspondant à une prime d'émission à hauteur de 673.114,50 euros et à une augmentation de capital à hauteur de 36.670 euros, celui-ci passant de 7.371.750 euros à 7.408.420 euros.

Le Conseil d'Administration en date du 21 juin 2006 a constaté l'exercice de 182.736 bons de souscription d'actions donnant droit au versement, au profit de la Société, d'une somme globale de 4.421.297,40 euros, correspondant à une prime d'émission à hauteur de 4.192.877,40 euros et à une augmentation de capital à hauteur de 228.420 euros, celui-ci passant de 7.408.420 euros à 7.636.840 euros.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2006, il a été décidé de déléguer au conseil la compétence de décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions, pour une durée de 26 mois, de nouvelles actions. Lors de cette même Assemblée, le Conseil d'Administration a également été autorisé à augmenter, sur ses seules décisions, le nombre d'actions à émettre en cas d'augmentation de capital, dans la limite de 15% de l'émission initiale.

Dans sa séance du 14 février 2007, le Conseil d'Administration a décidé d'utiliser les délégations de compétence conférées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2006, a décidé le principe d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, sans délai de priorité et a subdélégué l'ensemble de ses pouvoirs au Président Directeur Général.

Aux termes d'une décision en date du 14 février 2007, le Président, agissant en qualité de Directeur Général, a décidé l'émission de 1.250.000 actions nouvelles.

Aux termes d'une décision en date du 1<sup>er</sup> mars 2007, le Président, agissant en qualité de Directeur Général, a exercé la faculté d'extension de 15% en portant le nombre d'actions nouvelles à émettre à 1.437.500 et a fixé le prix unitaire des actions nouvelles à 40 euros.

Aux termes d'une décision en date du 9 mars 2007, le Président a constaté, sur la base du certificat du dépositaire établi par la Société Générale en date du 9 mars 2007, la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2006, celui-ci passant de 7.636.840 euros à 9.074.340 euros.

Par courrier en date du 28 mars 2007, la Société Bryan, Garnier & Co. a notifié à la Société l'exercice en totalité de l'Option de sur-allocation qui lui a été consentie par la Société et s'est engagée à (i) exercer cette option à hauteur de 215.625 actions et à (ii) régler le 2 avril 2007 la somme correspondante à cet exercice au prix de l'offre initiale, soit 40 euros par action SWORD GROUP.

Aux termes d'une décision en date du 2 avril 2007, le Président a constaté, sur la base du certificat du dépositaire établi par la Société Générale en date du 2 avril 2007, l'exercice en totalité de l'option de sur-allocation et la réalisation

définitive de l'augmentation de capital par souscription de 215.625 actions nouvelles, le capital social étant porté de 9.074.340 euros à 9.289.965 euros.

#### **Art. 9. Modification du capital.**

1 - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit encore par conversion d'obligations.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider une augmentation de capital. Elle peut aussi déléguer cette compétence au Conseil d'Administration dans le cadre du capital autorisé par les statuts.

Il peut être décidé par le Conseil d'Administration de limiter l'augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire contre numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel pendant l'Assemblée Générale qui décide ou autorise l'augmentation du capital. En outre les actionnaires en Assemblée Générale peuvent supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales.

2 - L'augmentation du capital peut également résulter de la demande faite par tout actionnaire de recevoir en actions le paiement de tout ou partie du dividende mis en distribution lorsque cette faculté a été accordée aux actionnaires par une décision prise en Assemblée Générale ou par le conseil d'administration dans le cadre d'une augmentation de capital dans les limites du capital autorisé tel que défini à l'article 8 des présents statuts.

Dans ce cas, le Conseil d'Administration, dans le délai légal, constate le nombre des actions émises en application de l'alinéa précédent et fait procéder aux modifications statutaires par acte notarié.

3 - L'Assemblée Générale Extraordinaire peut aussi, déléguer au Conseil d'Administration la mise en oeuvre de la réduction du capital social.

Le Conseil d'administration peut procéder au rachat d'actions de la Société, dans les limites fixées par la loi et l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

**Art. 10. Propriété et Forme des actions.** Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de leurs titulaires. Si la loi luxembourgeoise le permet, les actions peuvent aussi être sous forme dématérialisée.

Pour ce qui concerne les actions au porteur, la Société émettra des certificats d'actions au porteur aux actionnaires concernés, sous la forme et selon les indications prescrites par la loi. La Société pourra émettre des certificats d'actions au porteur multiples. La cession d'actions au porteur sera effectuée par la simple remise du ou des certificats d'actions au porteur.

En ce qui concerne les actions nominatives, il sera tenu au siège social de la Société un registre des actionnaires qui pourra être examiné par tout actionnaire. Ce registre contiendra la désignation précise de chacun des actionnaires ainsi que le nombre d'actions détenues par eux, une indication des paiements effectués sur les actions, ainsi que les cessions d'actions et les dates s'y rapportant. Tout actionnaire devra informer la Société de tout changement d'adresse ou autre par lettre recommandée. La Société sera habilitée à prendre en considération la dernière adresse qui lui a été communiquée.

La propriété des actions nominatives sera établie par les inscriptions portées au registre des actionnaires. Des certificats des inscriptions portées au registre des actionnaires seront émis au nom des actionnaires. La Société pourra émettre des certificats d'actions nominatives multiples.

Les actions pourront être inscrites sur des comptes de valeurs fongibles ouverts auprès de banques ou autres dépositaires professionnels ou organismes de compensation.

La Société peut, à tout moment, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières, le nom (ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination), la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Si la loi luxembourgeoise autorise l'émission d'actions dématérialisées, les actions nominatives et au porteur sont obligatoirement converties en actions dématérialisées dans le délai de 2 années à compter de la date où l'émission d'actions dématérialisées est autorisé, dans les conditions fixées par la loi, et mises en oeuvre par le Conseil d'administration.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui viendra à posséder plus de 5%, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, du tiers, de la moitié, des deux-tiers, du capital ou des droits de vote, devra informer la Société du nombre total d'actions et des droits de vote détenus, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 4 jours de bourse à compter du jour où il a connaissance du franchissement de ces seuils de participation. Il en sera de même chaque fois que sa participation deviendra inférieure à chacun desdits seuils.

Cette information sera également faite auprès de la Commission du Secteur Financier dans un délai de (i) 6 jours de bourse de transaction et (ii) 4 jours de bourse à compter du franchissement de ces seuils de participation en raison d'un événement venant modifier la répartition des droits de votes.

A défaut d'avoir été déclarées régulièrement, les actions dépassant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote jusqu'à la régularisation de la notification.

**Art. 11. Cession et Transmission des actions.** Les actions sont librement négociables, sauf dispositions légales ou réglementaires contraires.

Tout transfert d'actions nominatives devra faire l'objet de l'inscription au registre des actionnaires d'une déclaration de cession datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leur(s) représentants), ainsi que suivant les règles régissant la cession de créances figurant à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois. La Société pourra de plus accepter et inscrire au registre des actionnaires toute cession référencée dans toute correspondance ou autre document faisant état de l'accord du cédant et du cessionnaire.

**Art. 12. Indivision - Usufruit - Nue-propriété.** Toute action est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé. Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

### **Titre III. Conseil d'administration - Direction générale**

**Art. 13. Conseil d'Administration.**

1 - La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion.

Sauf l'effet des dispositions de l'article 7 ci-dessus, la durée des fonctions des administrateurs est de quatre ans au maximum.

2 - Toute personne morale peut être nommée administrateur. Lors de la nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent pour participer aux délibérations du conseil et généralement pour exercer ce mandat d'administrateur. Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale administrateur, et doit être confirmé à chaque renouvellement. Sauf en cas d'urgence, les convocations sont adressées aux administrateurs au moins 2 jours avant le jour de la réunion du conseil d'administration.

En cas de révocation par la personne morale de son représentant permanent, de décès ou de démission, elle est tenue de notifier cet événement sans délai à la Société, ainsi que l'identité du nouveau représentant permanent.

3 - Un salarié de la Société peut être nommé administrateur. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

4 - Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale des actionnaires.

Toutefois, en cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale.

Si la nomination d'un administrateur faite par le conseil n'est pas ratifiée par l'assemblée, les actes accomplis par cet administrateur et les délibérations prises par le conseil pendant la gestion provisoire n'en sont pas moins valables.

L'Administrateur coopté en remplacement d'un autre administrateur ne demeure en fonction que le temps restant à courir sur le mandat de son prédécesseur.

La nomination d'un nouveau membre du conseil en adjonction aux membres en exercice ne peut être décidée que par l'assemblée générale qui fixe la durée du mandat.

**Art. 14. Direction générale de la Société.**

1 - Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président, celui-ci se verra attribuer le titre de «Président Directeur Général». Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

En cas d'empêchement du président du conseil d'administration, le conseil nomme parmi ses membres présents un président du conseil d'administration délégué temporairement dans cette fonction. En cas de partage des voix, ce président de séance aura voix prépondérante.

2 - Le conseil se réunit, sur la convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au minimum au moins une fois tous les 3 mois. Des administrateurs, constituant au moins le tiers des membres du conseil peuvent demander au président de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Tout administrateur peut donner, par lettre simple ou par fax, mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil d'administration.

3 - Pour la validité des délibérations du conseil, la présence de la moitié au moins des administrateurs en exercice présents ou représentés est suffisante. Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par les moyens de visioconférence déterminés par les textes en vigueur.

Toutefois la présence effective ou par représentation est exigée pour les délibérations ayant trait à:

- la nomination et à la révocation du président du conseil d'administration,
- la nomination et à la révocation de la personne en charge de la gestion journalière (administrateur délégué ou délégué à la gestion journalière),
- l'arrêté des comptes annuels et consolidés,
- l'établissement du rapport de gestion et, s'il y a lieu, celui du groupe.

Ces catégories d'opérations visées ci-dessus donnent lieu à décision expresse du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister à une séance du conseil, sont tenus à discrétion à l'égard des informations confidentielles et données comme telles par le président du conseil d'administration.

4 - Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux tenus au siège de la Société, et signés par le président de la séance et au moins un administrateur, outre le secrétaire s'il n'est pas administrateur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration ou le président du conseil d'administration délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

#### **Art. 15. Pouvoirs du conseil d'administration.**

1 - Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration pourra confier la gestion journalière de la Société ainsi que sa représentation dans le cadre de cette gestion journalière à (i) un ou plusieurs administrateurs délégués à la gestion journalière qui auront le titre de «Directeur général Délégué» et/ou (ii) membres de la direction, cadres, employés et autres mandataires actionnaires ou non de la Société qui auront le titre de «délégué à la gestion journalière».

En outre, le conseil d'administration pourra déléguer des pouvoirs spéciaux ou des procurations, ou confier des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, à des personnes ou mandataires que le conseil d'administration aura choisis.

2 - Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le conseil d'administration détermine le montant de la rémunération fixe ou proportionnelle des administrateurs délégué et des délégués à la gestion journalière.

Les administrateurs délégués à la gestion journalière et les délégués à la gestion journalière sont autorisés à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Tous autres délégués et mandataires peuvent être autorisés aux mêmes fins.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature du président du conseil d'administration, ou la signature conjointe de deux administrateurs, ou la signature individuelle d'un administrateur délégué, ou par la signature individuelle d'un délégué à la gestion journalière de la Société, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par les signatures de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 16. Rémunération des membres du conseil.** Les administrateurs ont droit à des jetons de présence dont le montant global annuel est fixé par l'assemblée générale et demeure maintenu jusqu'à décision nouvelle de cette assemblée. Le conseil répartit cette rémunération entre ses membres de la façon qu'il juge convenable.

**Art. 17. Conflit d'intérêt.** Au cas où un membre du conseil d'administration de la Société aurait ou posséderait un quelconque intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce membre devra informer le conseil d'administration quant à cet intérêt personnel, et ne pourra délibérer ni voter en rapport avec une telle transaction.

Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de cet administrateur dans cette transaction devront faire l'objet d'un rapport spécial à l'assemblée générale des actionnaires suivante avant qu'un quelconque vote puisse être exprimé par ledit administrateur concernant toute autre résolution.

**Art. 18. Conventions portant sur des opérations courantes.** L'article 17 ne s'applique pas si (i) la transaction concernée est conclue selon des conditions de marché équitables et (ii) relève de la marche normale des affaires de la Société.

Aucun contrat ni aucune autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ne pourra être affectée ni invalidée par le seul fait qu'un membre du conseil d'administration ou un quelconque cadre de la Société possède un

intérêt personnel dans une telle société ou en est administrateur, associé, membre, actionnaire, cadre ou employé. Aucune personne liée ainsi que ci-dessus à une société avec laquelle la Société conclut des contrats ou entre autrement en relations d'affaires ne pourra, en raison de cette seule affiliation avec une telle société, se voir empêché de délibérer, voter ou agir en rapport avec des matières relatives à un tel contrat ou de telles affaires.

#### **Titre IV. Assemblées générales - Surveillance de la société**

##### **Art. 19. Règles générales.**

###### **A - Convocation**

Les actionnaires sont réunis en assemblée générale annuelle, chaque 28 du mois d'avril de chaque année à 11 heures dans la commune du siège social de la Société ou à un autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Des assemblées générales ordinaires peuvent être convoquées extraordinairement à toutes époques de l'année par le conseil d'administration.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 10 % au moins du capital souscrit peuvent demander la convocation d'une assemblée générale. La demande de convocation doit fixer les points à mettre à l'ordre du jour.

Les formes et les délais de la convocation sont réglés par la loi. L'avis de convocation doit fixer le lieu de la réunion qui peut être au siège social ou dans tout autre lieu et son ordre du jour.

###### **B - Ordre du jour**

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs actionnaires ou de l'organe représentatif des salariés dans les conditions fixées par la loi.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de 5 % au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale, dans les délais et les formes fixés par la loi.

Lorsqu'une assemblée n'a pas pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première assemblée.

###### **C - Admission aux Assemblées - Pouvoirs**

Tout actionnaire peut, quel que soit le nombre de ses actions, participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme:

- soit d'une inscription nominative à son nom,
- soit d'un enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Toutefois, le Conseil d'administration peut abréger ou supprimer ce délai, à condition que ce soit au profit de tous les actionnaires.

Les actionnaires peuvent émettre leur vote par correspondance et doivent pour ce faire demander à la Société un formulaire de vote par correspondance. Ce formulaire comportera des mentions relatives à l'assemblée générale concernée et sera rédigé de telle sorte que l'actionnaire puisse exprimer son vote sur chacune des résolutions proposées, dans l'ordre de leur présentation à l'assemblée. La demande de formulaire doit être faite à la Société par tout moyen et doit être déposée ou reçue au siège social au moins 6 jours avant l'assemblée.

Le bulletin de vote, pour être recevable, devra impérativement comporter les mentions suivantes:

- l'indication des noms, prénom et domicile de l'actionnaire,
- l'indication de la forme nominative ou au porteur, sous laquelle sont détenus les titres et du nombre de ces derniers, ainsi que la mention constatant l'inscription des titres soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur par l'intermédiaire financier habilité,
- la signature de l'actionnaire ou de son représentant légal.

Les votes par correspondance devront, pour être pris en compte, parvenir à la Société trois jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

Un actionnaire peut se faire représenter dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

###### **D - Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux**

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou par un administrateur délégué à cet effet par le conseil, si la convocation émane de ce dernier ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée; elle est présidée par le commissaire aux comptes ou réviseur d'entreprise le cas échéant, par le mandataire de justice ou par le liquidateur dans les autres cas. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions. Le bureau désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, et signés par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont valablement certifiés en ce qui concerne les assemblées générales ordinaires par le président du conseil d'administration ou un administrateur ou le secrétaire de l'Assemblée et en ce qui concerne les assemblées générales extraordinaires par le notaire dépositaire de la minute en cause.

#### E - Conditions d'exercice du droit de vote - Quorum majorité

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum, que des formulaires dûment complétés comportant la mention d'attestation de dépôt des titres et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

2 - L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart du capital social. A défaut une deuxième assemblée générale, sans nécessité de quorum sera convoquée, dans la forme prévue aux dispositions de l'article 67-1 de la loi 10 août 1915 telle que modifiée relative aux Sociétés commerciales.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, la moitié du capital social. A défaut une deuxième assemblée générale, sans nécessité de quorum sera convoquée, dans la forme prévue aux dispositions de l'article 67-1 de la loi 10 août 1915 telle que modifiée relative aux Sociétés commerciales.

3 - Dans les assemblées générales, chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation à la seule exception des cas prévus par la loi.

4 - Le vote en assemblée générale s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret ou par utilisation des moyens de télécommunication, c'est-à-dire la visioconférence et tous moyens de télétransmission permettant l'identification de l'actionnaire participant à l'Assemblée à délibérer, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires.

L'Assemblée Ordinaire statue à la majorité des voix valablement exprimés. Les voix valablement exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées.

**Art. 20. Assemblée Générale Ordinaire.** L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur les questions qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

**Art. 21. Assemblée Générale Extraordinaire.** L'Assemblée Générale Extraordinaire peut apporter aux statuts toutes les modifications autorisées par les lois sur les sociétés.

**Art. 22. Surveillance de la Société.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Si les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés telle que modifiée, sont atteints, et/ou aussi longtemps que les actions de la Société sont admises à la négociation sur un «marché réglementé» au sens de l'article 4 (1). point 14 de la directive dite MIFID 2004/39/CE du 21 avril 2004, et/ou autrement requis par la loi, la Société devra confier le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires, parmi les réviseurs d'entreprises agréés inscrits sur la liste établie par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. En cas de nomination d'un ou plusieurs réviseur d'entreprise, il est mis fin de plein droit au mandat des commissaires aux comptes.

### Titre V. Comptes annuels - Bénéfices - Réserves

**Art. 23. Comptes annuels - Rapport de gestion.** A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse un inventaire et des comptes annuels conformément aux dispositions légales.

Le conseil d'administration établit chaque année un rapport de gestion écrit sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé.

Les comptes annuels, les comptes consolidés ainsi que le rapport de gestion sont communiqués et présentés à l'assemblée générale ordinaire annuelle dans les conditions légales afin qu'elle délibère sur les comptes annuels sociaux et les comptes consolidés.

**Art. 24. Affectation du bénéfice - Réserves.** Sur les bénéfices de l'exercice diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé:

- cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cessera d'être obligatoire lorsque ledit fonds aura atteint le dixième du capital, mais reprendra son cours, si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,

- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur la proposition du conseil d'administration, être, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou reporté à nouveau.

L'Assemblée générale extraordinaire peut, dans les conditions légales, décider l'amortissement intégral ou partiel des actions qui perdront, à due concurrence, le droit au dividende et au remboursement de leur valeur nominale.

Cette assemblée peut aussi, dans les conditions prévues par la loi, décider la conversion en actions de capital des actions intégralement ou partiellement amorties.

**Art. 25. Paiement des dividendes et acomptes.** Le paiement en numéraire des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice mettre en distribution, dans les conditions légales, un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice aura la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Les réserves disponibles dont l'assemblée générale a la disposition peuvent être employées, sur sa décision, pour payer un dividende aux actions. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

## **Titre VI. Dissolution - Liquidation - Contestation**

**Art. 26. Dissolution - Liquidation.** La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.»

### **3. Administrateurs**

Sont nommés administrateurs de la Société à compter de la date d'immatriculation de la Société au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg, pour une durée qui expirera lors de l'assemblée générale de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015:

- Monsieur Jacques MOTTARD, né à Lyon (France), le 27 avril 1952, de nationalité française, demeurant 1 rue Président Carnot, 69450 Saint-Cyr au Mont d'Or (France),

- Madame Françoise FILLOT, né à Lyon (France), le 23 janvier 1960, de nationalité française, demeurant 286 route de la Glante, 69760 Limonest (France),

- Monsieur Nicolas MOTTARD, né à Paris (France), le 16 juin 1980, de nationalité française, demeurant 21 Chemin de la Haute Jardinière, 69370 Saint Didier au Mont d'Or (France),

- Monsieur François BARBIER, né à Chalons en Champagne (France), le 29 mai 1965, de nationalité française, demeurant 18 rue Henri Barbusse, 75005 Paris (France), et

- Monsieur François-Régis ORY, né à Lyon (France), le 27 septembre 1959, de nationalité [française, demeurant 600 Chemin de la Ronze, 69480 Morance (France).

### **4. Réviseurs d'entreprises**

Sont nommés réviseurs d'entreprises de la Société pour une durée qui expirera lors de l'assemblée générale de la Société appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012:

- MAZARS Luxembourg S.A., dont le siège est situé 10a, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 159.962, et

- DELOITTE Audit S.à.r.l., dont le siège est situé 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 67.895

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2012.

SWORD GROUP SE

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012047496/499.

(120062993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2012.

---

**Skorpio Capital Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 134.927.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039441/9.

(120052214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Halley Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 168.353.

**STATUTES**

In the year two thousand and twelve, on the twelfth day of April.

Before us Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

There Appeared:

Andbanc Luxembourg S.A., having its registered office at 7A, Rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B -150.131,

here represented by Mr Phu-Van LUC, Executive Adviser, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of proxy given on 10 April 2012, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

Such appearing party, acting in the hereabove stated capacity, has requested the notary to inscribe as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme:

**Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose**

**Art. 1. Name.** There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "HALLEY SICAV" (hereinafter the "Company").

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

The registered office may be transferred within the town of Luxembourg by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time.

**Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and/or in other permitted assets eligible for an undertaking for collective investment under Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (hereinafter the "Law of 2010"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part I of the Law of 2010.

**Title II. Share capital - Shares - Net asset value**

**Art. 5. Share Capital - Classes/Categories of Shares.** The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) or the equivalent. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares without par value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or categories of shares. The proceeds of the issue of each class or category of shares shall be invested in transferable securities and/or other permitted assets pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class/category or classes/categories of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (individually a "Sub-Fund", collectively the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 corresponding to one or several classes and/or categories of shares in the manner described in Article 11 hereof. The Company constitutes one single legal entity. However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

The consolidated accounts of the Company, all Sub-Funds combined, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the Company, i.e. the Euro ("EUR").

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class/category of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes/categories of shares. When the context so requires references in these Articles to Sub-Funds shall mean references to class(es)/category(ies) of shares and vice-versa.

#### **Art. 6. Form of Shares.**

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. This decision will be reflected in the sales documents for the shares of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number and class/category of registered shares held by him.

The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, they will be issued on a dematerialised basis and deposited in a securities account maintained in the name of the holder of such shares with a recognized account holder or a provider of settlement services (hereinafter the "dematerialised shares"). Share certificates may alternatively be issued for bearer shares at the expense of their holder.

If dematerialised shares are issued, registered shares may be converted into dematerialised shares and dematerialised shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into dematerialised shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and by an entry in a securities account maintained in the name of the holder of such shares or by the issue of bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of dematerialised shares into registered shares will be effected by cancellation of the dematerialised shares position in the securities account maintained in the name of the holder of such shares or by cancellation of the bearer share certificates, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

(2) If dematerialised shares are issued, transfer of dematerialised shares shall be effected by booking the appropriate movements on the securities accounts maintained in the name of the successive holders of such shares. If bearer share certificates are issued, transfer shall be effected upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the transferee. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees,

including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class/category of shares on a pro rata basis.

**Art. 7. Issue of Shares.** The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class/category of shares or Sub-Fund. The board of directors may further impose minimum amounts of subscriptions as provided for in the sales documents for the shares of the Company, as the case may be.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by the applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of transferable securities and/or other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such assets comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Subscription requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares of the Company and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares of the Company and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the net asset value of a specific class/category of shares or Sub-Fund, the board of directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption or conversion of his shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the Company may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-Fund having sufficient liquid assets to honour redemptions.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the sales documents for the shares of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest cent of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The Company may agree to deliver transferable securities and/or other permitted assets against a request for redemption in kind, provided that the relevant shareholder formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg law have been respected, and in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report. The value of such assets shall be determined according to the principles applied for the calculation of the net asset value per share. The board of directors must make sure that the redemption of such assets shall not be detrimental to the other shareholders. Any costs incurred in connection with a delivery in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Further, redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 24 hereof.

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Any shareholder may request the conversion of all or part of his shares of one class/category of shares into shares of another class/category of shares, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class/category of shares into another class/category of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes/categories of shares, calculated as of the Valuation Day following receipt of the documents as expected in case of redemptions.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

The shares which have been converted into shares of another class/category of shares shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares.** The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, (i) in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders and the registered share certificate(s) representing such share(s), if any, will be cancelled,

(ii) in the case of bearer shares, the share certificate(s) representing such shares shall be cancelled, and (iii) in the case of dematerialised shares, his position in the relevant securities account shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the “purchase price”) shall be an amount equal to the net asset value per share of the relevant class/category of shares as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class/category of shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term “U.S. person” means a citizen or resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not includible in gross income for purpose of computing United States income tax payable by it.

**Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share.** The net asset value per share of each class/category of shares in respect of each Sub-Fund or of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares of the Company) of the relevant class/category of shares or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class/category of shares in that Sub-Fund or to each Sub-Fund (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class/category of shares or to such Sub-Fund on any such Valuation Day), as determined in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles and with the valuation rules set forth below, by the total number of shares in the relevant class/category of shares in a Sub-Fund or in the relevant Sub-Fund then outstanding. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine.

If, since the time of determination of the net asset value per share on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class/category of shares in respect of a Sub-Fund or to the relevant Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes/categories of shares in respect of any Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or instructed to be placed on deposit, including any interest accrued or to be accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all permitted units or shares of other undertakings for collective investment;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

8) all other permitted assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(b) The value of any security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of any security or other asset dealt in on any other regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of undertakings for collective investment will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) The value of money market instruments not traded on any stock exchanges nor on other Regulated Markets and with a remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class/category of shares or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class/category of shares or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion but in accordance with the applicable generally accepted Luxembourg accounting principles, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees (including advisory and performance fees), custodian fees, and central administration fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall include but not be limited to formation expenses, fees payable to the relevant supervisory authorities, fees payable to its management company, investment managers and advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent represen-

tatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any expenses incurred in connection with obtaining legal, tax and accounting advice and the advice of other experts and consultants, any expenses incurred in connection with legal proceedings involving the Company, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, translating, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, expenses in relation of the marketing, promotion and development of the Company i.e. "marketing costs", setting up costs, all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank and brokerage charges, postage and telephone charges and winding-up costs. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateable for yearly or other periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class/category of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes/categories of shares in the following manner:

a) If two or more classes/categories of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes/categories of shares shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes/categories of shares may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management, hedging or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes/categories of shares, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) such other features as may be determined by the board of directors from time to time in compliance with the applicable law;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class/category of shares shall be applied in the books of the Company to the relevant class/category of shares in such Sub-Fund, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such class/category of shares to be issued, and the assets and liabilities, income and expenditure attributable to such class/category of shares or classes/categories of shares shall be applied to the corresponding class/category of shares or classes/categories of shares subject to the provisions of this Article;

c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same class(es)/category(ies) of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class(es)/category(ies) of shares;

d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class/category of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes/categories of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any class/category of shares, the net asset value of such class/category of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant class/category of shares or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

**Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares.** With respect to each class/category of shares in respect of a Sub-Fund, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors (as defined in the sales documents for the shares of the Company), such date or time of calculation being referred to herein as the “Valuation Day”.

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund and the issue, conversion and redemption of the relevant shares:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to the relevant Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange; or

e) when for any other reason beyond the control and responsibility of the board of directors the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

f) upon the notification or publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company; or

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted; or

h) during any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Sub-Fund in a normal and reasonable manner; or

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of undertakings for collective investment in which the Sub-Fund is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value in the Sub-Fund.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders, if appropriate, and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund not affected by the same circumstances.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

### **Title III. Administration and Supervision**

**Art. 13. Directors.** The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

**Art. 14. Board Meetings.** The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members may decide that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors is present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

**Art. 15. Powers of the Board of Directors.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

**Art. 16. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

**Art. 17. Delegation of Power.** The board of directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Company to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the "Management Company").

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf and under its responsibility one or more of its functions as hereabove mentioned.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial deed or private proxy.

**Art. 18. Investment Policies and Restrictions.** The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents for the shares of the Company.

The investments of each Sub-Fund shall consist solely of:

- (a) transferable securities and money market instruments listed or dealt in on a regulated market.

(b) transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union.

(c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market in any State of Europe which is not a Member State of the European Union, and any State of America, Africa, Asia, Australia and Oceania.

(d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that (i) the terms and conditions of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or on another regulated market, and that (ii) such admission is secured within one year of the issue at the latest.

(e) money market instruments other than those dealt in on a regulated market.

(f) units of eligible undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the assets of such undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other undertakings for collective investment.

(g) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State of the European Union, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those laid down by community law.

(h) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market, and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter, meeting the conditions set forth by Article 41 of the Law of 2010.

A Sub-Fund may invest in accordance with the principle of risks spreading up to 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a State which is a member of the OECD or by public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members, provided that the Sub-Fund holds securities or money market instruments from at least six different issues and securities or money market instruments from one issue do not account for more than 30% of its total net assets.

A Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more Sub-Funds of the Company under the conditions however that:

- The target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- No more than 10% of the net assets of the target Sub-Funds may be invested in units of other undertakings for collective investment; and
- Voting rights attached to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund; and
- In any event, for as long as these shares are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum capital imposed by the law of 2010; and
- There is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target Sub-Fund, and this target Sub-Fund.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

**Art. 19. Conflict of Interest.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the management company, the investment manager, the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent or such other person, any direct or indirect subsidiary thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

**Art. 20. Indemnification of Directors.** The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 21. Independent Auditor.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as to honourableness and professional experience and shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2010.

#### **Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company.** The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class/category of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of shareholders meetings, unless otherwise provided herein.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Luxembourg City at a place specified in the notice of meeting, on the third Wednesday in the month of April at 3.00 p.m..

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer and/or dematerialised shares are issued, the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer and dematerialised shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to provide a certificate issued by the institution with which their securities account is maintained or their share certificate (s) are deposited at least five business days prior to the date of the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

In accordance with the conditions laid down in the Luxembourg laws and regulations, the convening notice to any general meeting of shareholders of the Company may provide that the quorum and the majority requirements applicable to the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and a certain time prior to the date set for the general meeting (hereinafter the "Record Date"). The right of a shareholder to attend a meeting and to exercise the voting rights attaching to its shares is determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class/category of shares is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting.

**Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class/Category or of Classes/Categories of Shares.** The shareholders of the class/category or of the classes/categories of shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class/category of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class/category of shares.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class/category of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class/category of shares vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class/category or classes/categories of shares, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class/category or classes/categories of shares in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the "Law of 1915").

**Art. 24. Liquidation, Merger and Split of Sub-Funds, Classes or Categories of Shares.** In the event that for any reason the value of the net assets in any class/category of shares in a Sub-Fund or in any Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such class/category of shares or for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the class/category of shares or the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that class/category of shares or that Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to liquidate such Sub-Fund or such class/category of shares in a Sub-Fund by carrying out a compulsory redemption of all the shares of the relevant class/category or classes/categories of shares issued in such Sub-Fund or of the relevant Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the costs of liquidation) applicable on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall publish and notify the holders of the relevant class/category or classes/categories of shares or of the relevant Sub-Fund prior to the effective date for the compulsory redemption. The notice shall indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Owners of registered shares shall be notified in writing and the Company shall inform holders of bearer and dematerialised shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless the board of directors decides otherwise in the interest of, or to ensure an equitable treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class/category concerned may continue to request redemption or conversion of their shares, free of charge (but taking into account an estimation of the costs of liquidation), prior to the effective date for the compulsory redemption.

The Company shall reimburse each shareholder proportionally to the number of shares that he or she owns in the Sub-Fund or in the class/category of shares of that Sub-Fund.

Liquidation proceeds which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the compulsory redemption will be deposited with the Custodian for a period of nine months as from the date of the compulsory redemption; after such period, the assets shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Sub-Fund or class/category of shares of a Sub-Fund within the Company (the "new Sub-Fund" or the "new class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article. The notice shall besides indicate the information relating to that new Sub-Fund or new class/category. The relevant notice shall be published and notified at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Luxembourg undertaking for collective investment organized under the provisions of Part I of the Law of 2010 or with another sub-fund or class/category of shares of such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund" or the "new class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information in relation to that new Sub-Fund or new class/category. The relevant notice shall be published and notified at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

In the case of a merger with another Luxembourg undertaking for collective investment established in the form of a contractual type (“fonds commun de placement”) or with a foreign based undertaking for collective investment, the decision shall be binding only on those shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may reorganise a Sub-Fund or a class/category of shares by splitting it into two or more new Sub-Funds or classes/categories of shares. Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information relating to that split. The relevant notice shall be published and notified at least one month before the date on which the split becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

**Art. 25. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty first of December of each year.

**Art. 26. Distributions.** The general meeting of shareholders of the Company shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare distributions.

For any class/category of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiaries.

#### **Title V. Final provisions**

**Art. 27. Custodian.** To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (hereinafter the “custodian”).

The custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

**Art. 28. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 29. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class/category of shares in a Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares of the relevant class/category of shares in proportion of their holding of shares in such class/category of shares. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Luxembourg law.

**Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation.** These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

**Art. 31. Statement.** Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

**Art. 32. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, as such laws have been or may be amended from time to time.

#### *Transitory Dispositions*

The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2012.

The first annual general meeting of shareholders will be held in 2013.

#### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe to the shares as follows:

	Capital subscribed	Number of shares
Andbanc Luxembourg . . . . .	EUR 31.000,-	310
Total: . . . . .	EUR 31.000,-	310

Evidence of the above payment, i.e. thirty-one thousand euros (EUR 31,000.-) was given to the undersigned notary.

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

#### *Expenses*

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its organisation are estimated at approximately two thousand five hundred euros (EUR 2,500.-).

#### *Extraordinary General Meeting of Shareholders*

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following are elected as directors, their term of office expiring at the annual general meeting of shareholders which will deliberate on the annual accounts as at 31 December 2012:

Mr Hugo Pou Mendez, Chief Executive Officer, Andorra Gestio Agricol Reig S.A., born on 3 June 1973 in Barcelona (SP), residing professionally in Andorra.

Mr José Moreira, Assistant Manager, Andbanc Luxembourg S.A., born on 15 December 1968 in Luxembourg, residing professionally in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Mr Didier LALOUX, Senior Asset Manager, Andbanc Asset Management Luxembourg S.A., born on 28 February 1960 in Liège (B), residing professionally in 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

II. The following is elected as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), its term of office expiring at the annual general meeting of shareholders which will deliberate on the annual accounts as at 31 December 2012:

Deloitte Audit, a limited liability company, having its registered office at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 67.895.

III. The address of the registered office of the Company is set at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the 2010 Law.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signé: P.-V. LUC, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 avril 2012. Relation: LAC/2012/17274. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2012.

Référence de publication: 2012048773/790.

(120066405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2012.

---

**Shark Seamaster S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 59.312.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Référence de publication: 2012039438/10.

(120052134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Even Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 115.994.

---

In the year two thousand and twelve, on the twentieth day of March.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Dutch Cable Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, with registered office at PO Box 309GT, Uglad House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, acting by its General Partner Dutch Cable General Partner Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands with registered office at PO Box 309 GT, Uglad House, South Church Street, George Town, Grand Cayman Islands,

being the holder of forty-seven thousand three hundred and twentysix (47,326) shares,

here represented by Mr. Alexander Olliges, Rechtsanwalt, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 20 March, 2012.

2. Warburg Pincus (Bermuda) Private Equity IX, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Bermuda, with registered office at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda, and registered with the Registrar of Companies of Bermuda under the number 38396,

being the holder of thirty-six thousand five hundred and fifty-three (36,553) shares,

3. W.P (Bermuda) IX PE Two Ltd, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Bermuda, with registered office at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda and registered with the Bermuda Companies Register under number 28492,

being the holder of ten thousand four hundred and seventy-seven (10,477) shares,

4. Warburg Pincus Private Equity IX, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, with principal place of business at 450, Lexington Avenue, New York, NY 10017, USA and registered with the Secretary of State of Delaware under number 3957157,

being the holder of forty-four thousand one hundred and eighty-six (44,186) shares,

2. to 4. here represented by Mr. Alexander Olliges, previously named, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 20 March, 2012.

5. Fourth Cinven Fund (No. 1) Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, in turn acting by its General Partner, Cinven Capital Management (G4) Limited, with registered office at Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

being the holder of seventeen thousand seven hundred and thirtyseven (17,737) shares,

6. Fourth Cinven Fund (No. 2) Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, in turn acting by its General Partner, Cinven Capital Management (G4) Limited, with registered office at Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

being the holder of eighteen thousand five hundred and seven (18,507) shares,

7. Fourth Cinven Fund (No. 3-VCOC) Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, in turn acting by its General Partner, Cinven Capital Management (G4) Limited, with registered office at Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

being the holder of eighteen thousand three hundred and fortyeight (18,348) shares,

8. Fourth Cinven Fund (No. 4) Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, in turn acting by its General Partner, Cinven Capital Management (G4) Limited, with registered office at Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

being the holder of seventeen thousand five hundred and ten (17,510) shares,

9. Fourth Cinven Fund Co-Investment Partnership, a partnership established and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its Partner, CIP (IV) Nominees Limited, with a place of business at Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, United Kingdom,

being the holder of nine hundred and one (901) shares,

10. Fourth Cinven Fund (UBTI) Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, in turn acting by its General Partner, Cinven Capital Management (G4) Limited, with registered office at Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

being the holder of nine thousand eight hundred and fifty (9,850) shares,

11. Fourth Cinven (MACIF) Limited Partnership, a limited partnership incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, acting by its General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, in turn acting by its General Partner, Cinven Capital Management (G4) Limited, with registered office at Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

being the holder of two hundred and fifty-eight (258) shares,

12. Fourth Cinven Fund FCPR, a French fonds commun de placement à risques provided for in Article L.214-37 of the French Monetary and Financial Code, managed by Cinven SA authorised by the Autorité des marchés financiers (the AMF) under the number GP07000004 with registered office at 4, Square Edouard VII, 75009 Paris and registered with the Company Registry of Paris under the number B 424 123 487,

being the holder of eight thousand one hundred and five (8,105) shares,

5. to 12. here represented by Mr. Alexander Olliges, previously named, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 20 March, 2012.

13. A.S.F. Co-Investment Partners III, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, with registered office at Portfolio Advisors LLC, 9 Old Kings Highway South, Darien Connecticut, 06820, USA, and registered with the Secretary of State of Delaware under number 3986578,

being the holder of one thousand one hundred and four (1,104) shares,

14. Strategic Co-Investment Partners, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, with registered office at 315 South Dupont Highway, County of Kent, City of Dover, State of Delaware 19901, USA, registered with the Secretary of State of Delaware under number 41832602,

being the holder of three thousand six hundred and seventy-nine (3,679) shares,

15. Performance Direct Investments II, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Connecticut, USA, with registered office at Performance Equity Management LLC, 2 Pickwick Plaza, Suite 310, Greenwich, CT 06830-5424, USA, registered with Secretary of State of the Connecticut under number 40015047,

being the holder of one thousand one hundred and sixty-one (1,161) shares,

16. Goldman Sachs Private Equity Partners 2002 – Direct Investment Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of the State of New York, USA, with registered office at 200, West Street, NY 10282, New York, USA, registered with the Division of Corporations of the State of New York under number 8867227,

being the holder of one hundred and forty-three (143) shares,

17. Goldman Sachs Private Equity Partners 2004 – Direct Investment Fund L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of the State of New York, USA, with registered office at 200, West Street, NY 10282, New York, USA, registered with the Division of Corporations of the State of New York under number 19987654,

being the holder of two hundred and sixty-five (265) shares,

18. Goldman Sachs Private Equity Partners 2005 – Direct Investment Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of the State of New York, USA, with registered office at 200, West Street, NY 10282, New York, USA, registered with the Division of Corporations of the State of New York under number 8867227,

being the holder of four hundred and seventy (470) shares,

19. HarbourVest International Private Equity Partners V – Direct Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, USA, registered with the Secretary of State of Delaware under number 39915561, with registered office at One Financial Center, Boston, Massachusetts 02111, USA,

being the holder of one thousand four hundred and seventy-one (1,471) shares,

20. HarbourVest Partners 2004 Direct Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, USA, registered with the Secretary of State of Delaware under number 3870785, with registered office at One Financial Center, Boston, Massachusetts 02111, USA,

being the holder of five hundred and eighty-eight (588) shares,

21. Adams Street 2006 Direct Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with the Secretary of State of Delaware under number 4078652, with registered office at Adams Street Partners LLC, One North Wacker Dr., Suite 2200, Chicago, IL 60606-2807, USA,

being the holder of two hundred and forty-seven (247) shares,

22. Adams Street Direct Co-Investment Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with the Secretary of State of Delaware under number 4103897, with registered office at Adams Street Partners LLC, One North Wacker Dr., Suite 2200, Chicago, IL 60606-2807, USA,

being the holder of one thousand six hundred and eighty-eight (1,688) shares,

23. Adams Street 2007 Direct Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with the Secretary of State of Delaware under number 4275002, with registered office at Adams Street Partners LLC, One North Wacker Dr., Suite 2200, Chicago, IL 60606-2807, USA,

being the holder of two hundred and seventy-one (271) shares,

24. GEAM International Private Equity Fund, L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Delaware, registered with the Secretary of State of Delaware under number 4210067, with registered office at GE Asset Management Incorporated, 301 Summer Street, P.O. Box 7900, Stamford, CT 06904, USA,

being the holder of three thousand six hundred and seventy-nine (3,679) shares,

13. to 24. here represented by Mr. Alexander Olliges, previously named, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 20 March, 2012.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the members of Even Investments S.à r.l. (hereinafter the "Company", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115994, incorporated pursuant to a notarial deed on April 26, 2006, published in the *Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations* on July 5, 2006, number 1300. The articles of incorporation were last amended on December 17, 2008, pursuant to a notarial deed, published in the *Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations* on February 24, 2009, number 404.

The appearing parties representing the whole share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of members is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

#### *Agenda*

1. Acceptance of Even Participation Coöperatie U.A., Even Investments I LLC, Mr. Nijhoff, Mr. Blom, Mr. Dijkhuizen, Mr. Dik, Mr. Holtman and Mr. Sukawaty as new members of the Company.

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of four hundred ninety-four thousand four hundred euro (EUR 494,400) so as to raise it from its current amount of six million one hundred thirteen thousand one hundred euro (EUR 6,113,100) up to six million six hundred seven thousand five hundred euro (EUR 6,607,500) through the issue of nineteen thousand seven hundred and seventy-six (19,776) new shares of a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

3. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company.

4. Insertion of a new article 18 in the articles of association of the Company.

5. Insertion of a new article 19 and subsequent renumbering of the articles of association of the Company.

6. Appointment of Mr. Guy Harles as statutory auditor of the Company.

7. Miscellaneous.

After having reviewed the items of the agenda, the appearing parties requested the notary to enact the following resolutions:

#### *First resolution*

The general meeting of members resolves to accept Even Participation Coöperatie U.A., Even Investments I LLC, Mr. Nijhoff, Mr. Blom, Mr. Dijkhuizen, Mr. Dik, Mr. Holtman and Mr. Sukawaty, all as defined below, as new members of the Company in accordance with Article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

#### *Second resolution*

The general meeting of members resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four hundred ninety-four thousand four hundred euro (EUR 494,400) so as to raise it from its current amount of six million one hundred thirteen thousand one hundred euro (EUR 6,113,100) up to six million six hundred seven thousand five hundred euro

(EUR 6,607,500) through the issue of nineteen thousand seven hundred and seventy-six (19,776) new shares of a par value of twenty-five euro (EUR 25) each.

All of the new shares have been entirely subscribed and paid up as follows:

1. sixteen thousand six hundred and fifty-eight (16,658) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Even Participation Coöperatie U.A., a cooperative existing under the laws of the Netherlands, having its registered office in Utrecht (the Netherlands) and its business office at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht (the Netherlands), registered with the trade register of the Chamber of Commerce of Midden-Nederland under number 30268693, here represented by Mr. Alexander Olliges, Rechtsanwalt, professionally residing in Amsterdam, by virtue of a proxy given in Luxembourg on March 20, 2012.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of one hundred seven thousand six hundred seventeen (107,617) depositary receipts issued by Stichting Even Investments (Sweet Equity), a foundation incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office in Utrecht (the Netherlands), and its business office at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, registered with the trade register of the Chamber of Commerce of Midden-Nederland under number 34255386 ("Sweet") and held by Even Participation Coöperatie U.A., regarding the ownership of one hundred seven thousand six hundred seventeen (107,617) shares of Even Investments 2 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 119276 ("EI 2"), which have an aggregate fair market value of sixty-four million five hundred fifty-two thousand five hundred eighty-six euro and fifty cent (EUR 64,552,586.50) (the "Sweet Depositary Receipts").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

four hundred sixteen thousand four hundred fifty euro (EUR 416,450) of the contribution shall be allocated to the share capital and sixty-four million one hundred thirty-six thousand one hundred thirty-six euro and fifty cent (EUR 64,136,136.50) shall be allocated to the share premium of the Company.

2. one thousand eight hundred and fourteen (1,814) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Even Investments I LLC, a limited liability company formed and existing under the laws of Delaware, with principal place of business at 450, Lexington Avenue, New York, NY 10017, USA, registered with the Secretary of State of Delaware under number 4212326 ("LLC 1"), here represented by Mr. Alexander Olliges, Rechtsanwalt, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on March 20, 2012.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of eleven thousand seven hundred and twenty-one (11,721) depositary receipts issued by Stichting Even Investments (Strip), a foundation incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office in Utrecht and its business office at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, registered with the trade register of the Chamber of Commerce of Midden-Nederland under number 34255390 ("Strip") and held by LLC 1, regarding the ownership of eleven thousand seven hundred and twenty-one (11,721) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of seven million twenty-nine thousand five hundred fifty-nine euro and nine cent (EUR 7,029,559.09), (the "Strip Depositary Receipts 1").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

forty-five thousand three hundred fifty euro (EUR 45,350) of the contribution shall be allocated to the share capital and six million nine hundred eighty-four thousand two hundred nine euro and nine cent (EUR 6,984,209.09) shall be allocated to the share premium of the Company.

3. one hundred and ninety (190) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Mr. Marcel Johan Nijhoff, born in Almelo, The Netherlands, on September 16, 1961, professionally residing at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, The Netherlands.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of one thousand two hundred and twenty-eight (1,228) depositary receipts issued by Strip and held by Mr. Nijhoff, aforementioned, regarding the ownership of one thousand two hundred and twenty-eight (1,228) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of seven hundred thirty-six thousand two hundred ninety euro and forty-five cent (EUR 736,290.45) (the "Strip Depositary Receipts 2").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

four thousand seven hundred fifty euro (EUR 4,750) of the contribution shall be allocated to the share capital and seven hundred thirty-one thousand five hundred forty euro and forty-five cent (EUR 731,540.45) shall be allocated to the share premium of the Company.

4. five hundred and thirty-four (534) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Mr. Walter Blom, born in Heemskerk, The Netherlands, on October 22, 1967, professionally residing at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, The Netherlands.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of three thousand four hundred and fifty (3,450) depositary receipts issued by Strip and held by Mr. Blom, aforementioned, regarding the ownership of three thousand four hundred and fifty (3,450) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of two million sixty-nine thousand three hundred forty-two euro and seventy-one cent (EUR 2,069,342.71) (the "Strip Depositary Receipts 3").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

thirteen thousand three hundred fifty euro (EUR 13,350) of the contribution shall be allocated to the share capital and two million fifty-five thousand nine hundred ninety-two euro and seventy-one cent (EUR 2,055,992.71) shall be allocated to the share premium of the Company.

5. twenty-four (24) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Mr. Bernard Eggo Dijkhuizen, born in Bandjermasin, Dutch East Indies, on January 19, 1949, professionally residing at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, The Netherlands.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of one hundred and fifty-three (153) depositary receipts issued by Strip and held by Mr. Dijkhuizen, aforementioned, regarding the ownership of one hundred and fifty-three (153) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of ninety-two thousand nine hundred ninetyseven euro and twenty-seven cent (EUR 92,997.27) (the "Strip Depositary Receipts 4").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

six hundred euro (EUR 600) of the contribution shall be allocated to the share capital and ninety-two thousand three hundred ninety-seven euro and twenty-seven cent (EUR 92,397.27) shall be allocated to the share premium of the Company.

6. seventy-nine (79) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Mr. Wim Dik, born in Rotterdam, The Netherlands, on January 11, 1939, professionally residing at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, The Netherlands.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of five hundred and eight (508) depositary receipts issued by Strip and held by Mr. Dik, aforementioned, regarding the ownership of five hundred and eight (508) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of three hundred six thousand one hundred forty-three euro and fifty cent (EUR 306,143.50) (the "Strip Depositary Receipts 5").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

one thousand nine hundred seventy-five euro (EUR 1,975) of the contribution shall be allocated to the share capital and three hundred four thousand one hundred sixty-eight euro and fifty cent (EUR 304,168.50) shall be allocated to the share premium of the Company.

7. one hundred and five (105) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Mr. Ritzo Jacob Holtman, born in Amersfoort, The Netherlands, on January 4, 1952, professionally residing at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, The Netherlands.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of six hundred and eighty (680) depositary receipts issued by Strip and held by Mr. Holtman, aforementioned, regarding the ownership of six hundred and eighty (680) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of four hundred six thousand eight hundred ninety-five euro and forty-three cent (EUR 406,895.43) (the "Strip Depositary Receipts 6").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

two thousand six hundred twenty-five euro (EUR 2,625) of the contribution shall be allocated to the share capital and four hundred four thousand two hundred seventy euro and forty-three cent (EUR 404,270.43) shall be allocated to the share premium of the Company.

8. three hundred and seventy-two (372) new shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, have been subscribed by Mr. Andrew John Sukawaty, born in Wisconsin, United States of America, on June 30, 1955, professionally residing at Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, The Netherlands.

Such new shares have been fully paid-up through a contribution in kind of two thousand four hundred and four (2,404) depositary receipts issued by Strip and held by Mr. Sukawaty, aforementioned, regarding the ownership of two thousand four hundred and four (2,404) shares of EI 2, which have an aggregate fair market value of one million four hundred forty-one thousand five hundred fifty-seven euro and sixty-nine cent (EUR 1,441,557.69) (the "Strip Depositary Receipts 7").

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

nine thousand three hundred euro (EUR 9,300) of the contribution shall be allocated to the share capital and one million four hundred thirtytwo thousand two hundred fifty-seven euro and sixty-nine cent (EUR 1,432,257.69) shall be allocated to the share premium of the Company.

3. to 8. are here represented by Mr. Alexander Olliges, previously named, by virtue of a proxy given in Amsterdam on 20 March, 2012.

Even Participatie Coöperatie U.A., Even Investments I LLC, Mr. Nijhoff, Mr. Blom, Mr. Dijkhuizen, Mr. Dik, Mr. Holtman and Mr. Sukawaty, all prenamed, join the general meeting and resolve with the other members on the subsequent items of the agenda.

#### *Third resolution*

As a consequence of the above resolution, the general meeting of members resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The Company’s share capital is fixed at six million six hundred seven thousand five hundred euro (EUR 6,607,500) represented by two hundred and sixty-four thousand three hundred (264,300) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, all fully paid-up and subscribed.”

*Fourth resolution*

The general meeting of members resolves to insert a new article 18, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 18.** “In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of members may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.”

*Fifth resolution*

The general meeting of members resolves to insert a new article 19, which shall henceforth read as follows and to subsequently renumber the following articles:

“ **Art. 19.** The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)) in case the number of members exceeds twenty-five (25). The general meeting of members shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years. Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of members. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

If the members of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d’entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies’ register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of statutory auditor(s) is suppressed. An independent auditor may only be removed with cause or with his approval by the general meeting of members.”

*Sixth resolution*

The general meeting of members decides to appoint Mr. Guy Harles, born on 4 May 1955 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and professionally residing at 8A rue Albert Borschette, L-1855 Luxembourg, as statutory auditor of the Company until 30 November 2012.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about seven thousand (7,000) euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the proxyholder of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by his name, first name and residence, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède.**

L’an deux mille douze, le vingtième jour du mois de mars

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) Dutch Cable Limited Partnership, un limited partnership constitué et existant selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309GT, Uglad House, South Church Street, George Town, Grand Cayman, Îles Caïmans, agissant par son General Partner Dutch Cable General Partner Limited, une limited company constituée et existant selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309 GT, Uglad House, South Church Street, George Town, Grand Cayman Islands,

détenant quarante-sept mille trois cent vingt-six (47.326) parts sociales,

ici représenté par Monsieur Alexander Olliges, Rechtsanwalt, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée à Luxembourg le 20 mars 2012.

2) Warburg Pincus (Bermuda) Private Equity IX, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois des Bermudes, ayant son siège social à Canon’s Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda, et enregistré auprès du Registrar of Companies of Bermuda sous le numéro 38396,

détenant trente-six mille cinq cent cinquante-trois (36.553) parts sociales,

3) WP (Bermuda) IX PE Two Ltd, une limited liability company constituée et existante selon les lois des Bermudes, ayant son siège social à Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda et enregistrée auprès du Bermuda Companies Register sous le numéro 28492,

détenant dix mille quatre cent soixante-dix-sept (10.477) parts sociales,

4) Warburg Pincus Private Equity IX, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, ayant son siège social au 450, Lexington Avenue, New York, NY 10017, USA et enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 3957157,

détenant quarante-quatre mille cent quatre-vingt-six (44.186) parts sociales,

2) à 4) ici représentés par Monsieur Alexander Olliges, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 20 mars 2012.

5) Fourth Cinven Fund (No. 1) Limited Partnership, un limited partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (G4) Limited, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

détenant dix-sept mille sept cent trente-sept (17.737) parts sociales,

6) Fourth Cinven Fund (No. 2) Limited Partnership, un limited partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (G4) Limited, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

détenant dix-huit mille cinq cent sept (18.507) parts sociales,

7) Fourth Cinven Fund (No. 3-VCOC) Limited Partnership, un limited partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (G4) Limited, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

détenant dix-huit mille trois cent quarante-huit (18.348) parts sociales,

8) Fourth Cinven Fund (No. 4) Limited Partnership, un limited partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (G4) Limited, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

détenant dix-sept mille cinq cent dix (17.510) parts sociales,

9) Fourth Cinven Fund Co-Investment Partnership, un partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son Partner, CIP (IV) Nominees Limited, ayant son siège social à Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni,

détenant neuf cent une (901) parts sociales,

10) Fourth Cinven Fund (UBTI) LP, un limited partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (G4) Limited, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

détenant neuf mille huit cent cinquante (9.850) parts sociales,

11) Fourth Cinven (MACIF) Limited Partnership, un limited partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, représenté par son General Partner, Cinven Capital Management (IV) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (G4) Limited, ayant son siège social à Third Floor, Tudor House Le Bordage, St Peter Port, GUERNSEY GY1 3PP,

détenant deux cent cinquante-huit (258) parts sociales,

12) Fourth Cinven Fund FCPR, un fonds commun de placement à risques en France, régi par l'article L. 214-37 du Code français Monétaire et Financier, géré par Cinven SA sous l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) sous le numéro GP07000004, ayant son siège social au 4, Square Edouard VII, 75009 Paris et enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 424 123 487,

détenant huit mille cent cinq (8.105) parts sociales,

5) à 12) ici représentés par Monsieur Alexander Olliges, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 20 mars 2012.

13) A.S.F. Co-Investment Partners III, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, ayant son siège social à Portfolio Advisors LLC, 9 Old Kings Highway South, Darien Connecticut, 06820, USA, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 3986578,

détenant mille cent quatre (1.104) parts sociales,

14) Strategic Co-Investment Partners, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, ayant son siège social au 315 South Dupont Highway, County of Kent, City of Dover, State of Delaware 19901, USA, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 41832602,

détenant trois mille six cent soixante-dix-neuf (3.679) parts sociales,

15) Performance Direct Investments II, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Connecticut, USA, ayant son siège social à Performance Equity Management LLC, 2 Pickwick Plaza, Suite 310, Greenwich, CT 06830-5424, USA, enregistré auprès du Secretary of State of the Connecticut sous le numéro 40015047,

détenant mille cent soixante et une (1.161) parts sociales,

16) Goldman Sachs Private Equity Partners 2002 – Direct Investment Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois de l'Etat de New York, USA, ayant son siège social au 200, West Street, NY 10282, New York, USA, enregistré auprès de la Division of Corporations of the State of New York sous le numéro 8867227,

détenant cent quarante-trois (143) parts sociales,

17) Goldman Sachs Private Equity Partners 2004 – Direct Investment Fund L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois de l'Etat de New York, USA, ayant son siège social au 200, West Street, NY 10282, New York, USA, enregistré auprès de la Division of Corporations of the State of New York sous le numéro 19987654,

détenant deux cent soixante-cinq (265) parts sociales,

18) Goldman Sachs Private Equity Partners 2005 – Direct Investment Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois de l'Etat de New York, USA, ayant son siège social au 200, West Street, NY 10282, New York, USA, enregistré auprès de la Division of Corporations of the State of New York sous le numéro 8867227,

détenant quatre cent soixante-dix (470) parts sociales,

19) HarbourVest International Private Equity Partners V – Direct Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, USA, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 39915561, ayant son siège social à One Financial Center, Boston, Massachusetts 02111, USA,

détenant mille quatre cent soixante et onze (1.471) parts sociales,

20) HarbourVest Partners 2004 Direct Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, USA, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 3870785, ayant son siège social à One Financial Center, Boston, Massachusetts 02111, USA,

détenant cinq cent quatre-vingt-huit (588) parts sociales,

21) Adams Street 2006 Direct Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4078652, ayant son siège social au Adams Street Partners LLC, One North Wacker Dr., Suite 2200, Chicago, IL 60606-2807, USA,

détenant deux cent quarante-sept (247) parts sociales,

22) Adams Street Direct Co-Investment Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4103897, ayant son siège social au Adams Street Partners LLC, One North Wacker Dr., Suite 2200, Chicago, IL 60606-2807, USA,

détenant mille six cent quatre-vingt-huit (1.688) parts sociales,

23) Adams Street 2007 Direct Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4275002, ayant son siège social au Adams Street Partners LLC, One North Wacker Dr., Suite 2200, Chicago, IL 60606-2807, USA,

détenant deux cent soixante et onze (271) parts sociales,

24) GEAM International Private Equity Fund, L.P., un limited partnership constitué et existant selon les lois du Delaware, enregistré auprès du Secretary of State of Delaware sous le numéro 4210067, ayant son siège social au GE Asset Management Incorporated, 301 Summer Street, P.O. Box 7900, Stamford, CT 06904, USA,

détenant trois mille six cent soixante-dix-neuf (3.679) parts sociales,

13) à 24) ici représentés par Monsieur Alexander Olliges, prénommé, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 20 mars 2012.

Lesdites procurations paraphées ne varient par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont toutes les associés de Even Investments S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115994, constituée selon acte notarié, en date du 26 avril 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, le 5 juillet 2006, n°1300. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon acte notarié, en date du 17 décembre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations le 24 février 2009, n°404.

Les parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, et ayant renoncé à toute notification, l'assemblée générale des associés régulièrement constituée peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Acceptation de l'entrée de Even Participatie Coöperatie U.A., Even Investments I LLC, M. Nijhoff, M. Blom, M. Dijkhuizen, M. Dik, M. Holtman et M. Sukawaty en tant que nouveaux associés de la Société.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cents euros (EUR 494.400,00) afin de l'augmenter de son montant actuel de six millions cent treize mille cent euros (EUR 6.113.100) jusqu'à six millions six cent sept mille cinq cents euros (EUR 6.607.500,00) par l'émission de dix-neuf mille sept cent soixante-dix-neuf (19.779) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société.

4. Insertion d'un nouvel article 18 dans les statuts de la Société.

5. Insertion d'un nouvel article 19 dans les statuts de la Société et renumérotation subséquente des statuts de la Société.

6. Nomination de Mr. Guy Harles comme commissaire aux comptes de la Société.

7. Divers.

Après avoir examiné les points à l'ordre du jour, les parties comparantes demandent au notaire d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale des associés décide d'accepter l'entrée de Even Participation Coöperatie U.A., Even Investments I LLC, M. Nijhoff, M. Blom, M. Dijkhuizen, M. Dik, M. Holtman et M. Sukawaty, tels que définis ci-après, en tant que nouveaux associés de la Société selon l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale des associés décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cents euros (EUR 494.400,00) afin de l'augmenter de son montant actuel de six millions cent treize mille cent euros (EUR 6.113.100) jusqu'à six millions six cent sept mille cinq cents euros (EUR 6.607.500,00) par l'émission de dix-neuf mille sept cent soixante-dix-neuf (19.779) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

Les nouvelles parts sociales ont été entièrement souscrites et payées comme suit:

1. seize mille six cent cinquante-huit (16.658) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par Even Participation Coöperatie U.A., une coopérative existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Utrecht (Pays-Bas) et son siège d'activité à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht (Pays-Bas), enregistrée auprès du registre de commerce de la Chambre de Commerce de Midden-Nederland sous le numéro 30268693, ici représentée par Mr. Alexander Olliges, Rechtsanwält, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée donnée à Amsterdam le 20 mars 2012.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement payées par l'apport en nature de cent sept mille six cent dix-sept (107.617) certificats émis par Stichting Even Investments (Sweet Equity), une fondation constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Utrecht (Pays-Bas), et son siège d'activité à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht (Pays-Bas), enregistrée auprès du registre de commerce de la Chambre de Commerce de Midden-Nederland sous le numéro 34255386 ("Sweet") et détenue par Even Participation Coöperatie U.A., concernant la propriété de cent sept mille six cent dix-sept (107.617) parts sociales de Even Investments 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119276 ("EI 2"), ayant une valeur de marché globale de soixante-quatre millions cinq cent cinquante-deux mille cinq cent quatre-vingt-six euros et cinquante centimes (EUR 64.552.586,50) (les "Certificats de Sweet");

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur de l'apport susvisé ont été produits au notaire soussigné.

Quatre cent seize mille quatre cent cinquante euros (EUR 416.450) de l'apport seront attribués au capital social et soixante-quatre millions cent trente-six mille cent trente-six euros et cinquante centimes (EUR 64.136.136,50) à la prime d'émission de la Société.

2. Mille huit cent quatorze (1.814) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par Even Investments I LLC, une limited liability company existant selon les lois de l'Etat du Delaware, ayant son établissement principal au 450, Lexington Avenue, New York, NY 10017, USA, enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat du Delaware sous le numéro 4212326 ("LLC 1"), ici représentée par Mr. Alexander Olliges, Rechtsanwält, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 20 mars 2012.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement payées par l'apport en nature de onze sept cent vingt et un (11.721) certificats émis par Stichting Even Investments (Strip), une fondation constituée selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Utrecht (Pays-Bas), et son siège d'activité à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht (Pays-Bas), enregistrée auprès du registre de commerce de la Chambre de Commerce de Midden-Nederland sous le numéro 34255390 ("Strip"), et détenus par LLC 1, concernant la détention de onze mille sept cent vingt et un (11.721) parts sociales de EI 2, ayant une valeur de marché globale de sept millions vingt-neuf mille cinq cent cinquante-neuf euros et neuf centimes (EUR 7.029.559,09) (les "Certificats de Strip 1").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Quarante-cinq mille trois cent cinquante euros (EUR 45.350,00) de l'apport seront attribués au capital social et six millions neuf cent quatrevingt-quatre mille deux cent neuf euros et neuf centimes (EUR 6.984.209,09) à la prime d'émission de la Société.

3. Cent quatre-vingt-dix (190) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par M. Marcel Johan Nijhoff, né à Almelo, Pays-Bas, le 16 septembre 1961, ayant sa résidence professionnelle à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, Pays-Bas.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement libérées en nature de mille deux cent vingt-huit (1.228) certificats émis par Strip et détenus par M. Nijhoff, susmentionné, concernant la détention de mille deux cent vingt-huit (1.228) parts sociales de EI 2, ayant une valeur de marché globale de sept cent trente-six mille deux cent quatre-vingt-dix euros et quarante-cinq centimes (EUR 736.290,45) (les "Certificats de Strip 2").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Quatre mille sept cent cinquante euros (EUR 4.750) de l'apport seront attribués au capital social et sept cent trente et un mille cinq cent quarante euros et quarante-cinq centimes (EUR 731.540,45) à la prime d'émission de la Société.

4. Cinq cent trente-quatre (534) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par M. Walter Blom, né à Heemskerk, Pays-Bas, le 22 octobre 1967 ayant sa résidence professionnelle à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, Pays-Bas.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement libérées en nature de trois mille quatre cent cinquante (3.450) certificats émis par Strip et détenus par M. Blom, susmentionné, concernant la détention de trois mille quatre cent cinquante (3.450) parts sociales de EI 2, ayant une valeur de marché globale de deux millions soixante-neuf mille trois cent quarante-deux euros et soixante et onze centimes (EUR 2.069.342,71) (les "Certificats de Strip 3").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Treize mille trois cent cinquante euros (EUR 13.350) de l'apport seront attribués au capital social et deux millions cinquante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-douze euros et soixante et onze centimes (EUR 2.055.992,71) à la prime d'émission de la Société.

5. Vingt-quatre (24) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par

M. Bernard Eggo Dijkhuizen, né à Bandjermasin, Indes Orientales Néerlandaises, le 19 janvier 1949, ayant sa résidence professionnelle à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, Pays-Bas.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement libérées en nature de cent cinquante-trois (153) certificats émis par Strip et détenus par M. Dijkhuizen, susmentionné, concernant la détention de cent cinquante-trois (153) parts sociales de EI 2, ayant une valeur de marché globale de quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept euros et vingt-sept centimes (EUR 92.997,27) (les "Certificats de Strip 4").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Six cents euros (EUR 600) de l'apport seront attribués au capital social et quatre-vingt-douze mille trois cent quatre-vingt-dix-sept euros et vingt-sept centimes (EUR 92.397,27) la prime d'émission de la Société.

6. Soixante-dix-neuf (79) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par M. Wim Dik, né à Rotterdam, Pays-Bas, le 11 janvier 1939, ayant sa résidence professionnelle à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, Pays-Bas.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement libérées en nature de cinq cent huit (508) certificats émis par Strip et détenus par Mr. Dik, susmentionné, concernant la détention de cinq cent huit (508) parts sociales de EI 2, ayant une valeur de marché globale de trois cent six mille cent quarante-trois euros et cinquante centimes (EUR 306.143,50) (les "Certificats de Strip 5").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Mille neuf cent soixante-quinze euros (EUR 1.975,00) de l'apport seront attribués au capital social et trois cent quatre mille cent soixante-huit euros et cinquante centimes (EUR 304.168,50) à la prime d'émission de la Société.

7. Cent cinq (105) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par M. Ritzo Jacob Holtman, né à Amersfoort, Pays-Bas, le 4 janvier 1952, ayant sa résidence professionnelle à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, Pays-Bas.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement libérées en nature de six cent quatre-vingts (680) certificats émis par Strip et détenus par Mr. Holtman, susmentionné, concernant la détention de six cent quatre-vingts (680) parts sociales de EI 2, ayant une valeur de marché globale de quatre cent six mille huit cent quatre-vingt-quinze euros et quarante-trois centimes (EUR 406.895,43) (les "Certificats de Strip 6").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Deux mille six cent vingt-cinq euros (EUR 2.625,00) de l'apport seront attribués au capital social et quatre cent quatre mille deux cent soixante-dix euros et quarante-trois centimes (EUR 404.270,43) à la prime d'émission de la Société.

8. Trois cent soixante-douze (372) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, ont été souscrites par M. Andrew John Sukawaty, né dans le Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique, le 30 juin 1955, ayant sa résidence professionnelle à Atoomweg 100, 3542 AB Utrecht, Pays-Bas.

Ces nouvelles parts sociales ont été entièrement libérées en nature de deux mille quatre cent quatre (2.404) certificats émis par Strip et détenus par Mr. Holtman, susmentionné, concernant la détention de deux mille quatre cent quatre (2.404) parts sociales de El 2, ayant une valeur de marché globale d'un million quatre cent quarante et un mille cinq cent cinquante-sept euros et soixante-neuf centimes (EUR 1.441.557,69) (les "Certificats de Strip 7").

Les documents justifiant de l'existence ainsi que de la valeur des apports susvisés ont été justifiés au notaire soussigné.

Neuf mille trois cents euros (EUR 9.300) de l'apport seront attribués au capital social et un million quatre cent trente-deux mille deux cent cinquante-sept euros et soixante-neuf centimes (EUR 1.432.257,69) à la prime d'émission de la Société.

3. à 8. ici représentés par Mr. Alexander Olliges, prénommé, selon les d'une procuration donnée à Amsterdam, le 20 mars 2012.

Even Participatie Coöperatie U.A., Even Investments I LLC, M. Nijhoff, M. Blom, M. Dijkhuizen, M. Dik, M. Holtman et M. Sukawaty, tous susmentionnés, rejoignent l'assemblée générale des associés et décident avec les autres associés des points subséquents à l'ordre du jour.

#### *Troisième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à six millions six cent sept mille cinq cents euros (EUR 6.607.500,00) représenté par deux cent soixante-quatre mille trois cents (264.300) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes entièrement libérées et souscrites.”

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale des associés décide d'insérer un nouvel article 18, qui aura la teneur suivante:

“ **Art. 18.** Si le nombre d'associés excède vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés devra être tenue dans les six (6) mois de la fin de chaque année financière au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que spécifié dans la convocation à l'assemblée. Les autres assemblées des associés pourront être tenues au lieu et à l'heure spécifiées dans les convocations respectives des assemblées.”

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale des associés décide d'insérer un nouvel article 19, qui aura la teneur suivante et, subséquemment, de renuméroter les articles suivants:

“ **Art. 19.** Les opérations de la Sociétés devront être supervisées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes si le nombre des associés excède vingt-cinq (25). L'assemblée générale des associés devra nommer le(s) commissaire(s) aux comptes et déterminer la fin de leur mandat, qui ne doit pas excéder six (6) ans. Un commissaire au compte peut être démis de ces fonctions à tout moment, sans notification, avec ou sans raison, par l'assemblée générale des associés. Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de supervision permanente et de contrôle sur toutes les opérations de la Société.

Si les associés de la Société nomment un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) indépendant(s) conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, la fonction de commissaire aux comptes sera supprimée. Un réviseur d'entreprises peut être démis de ses fonctions uniquement sur justification ou avec l'approbation de l'assemblée générale des associés“.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale des associés décide de nommer Mr. Guy Harles, né le 4 mai 1955 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et résidant professionnellement au 8A rue Albert Borschette, L-1855 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes de la Société jusqu'au 30 novembre 2012.

#### *Frais et Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge à raison des présentes sont estimés à sept mille euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des mandataires des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ledit mandataire ont signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: A. OLLIGES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 22 mars 2012. Relation: EAC/2012/3825. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

Référence de publication: 2012036688/601.

(120049102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

---

**SMP International Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 60.157.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Référence de publication: 2012039443/10.

(120052135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Atelier Jungblut succ. Juan Morales S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5521 Remich, 1, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 38.429.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2012039589/13.

(120052915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Solumag S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7526 Mersch, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 35.120.

Les comptes annuels de l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 mars 2012.

Pour SOLUMAG S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012039448/12.

(120052335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Apollo Strategists S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 167.667.

STATUTS

L'an deux mille douze, le neuf mars.

Pardevant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu

La société anonyme ARZO Capital S.A., avec siège social à L-7480 Tuntange, 6a, rue du Bois, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 166.532,

ici représentée par son administrateur unique Monsieur Philippe KAUFFMAN, salarié, demeurant à L-7480 Tuntange, 6a, rue du Bois.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il va constituer.

**Chapitre 1<sup>er</sup>. Dénomination - Siège social - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «APOLLO STRATEGISTS S.A.».

**Art. 2. Siège social.** Le siège social de la société est établi à Luxembourg. A l'intérieur de la commune de Luxembourg, il pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3. Durée.** La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

**Art. 4. Objet.** La société a pour objet l'élaboration et l'implémentation de stratégies de communication, de relations publiques, de marketing et de business development.

La société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

**Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000.-) divisé en trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

**Art. 6. Actions.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les limites autorisées par la loi.

**Art. 7. Modification du capital social.** Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué par décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, par décision de l'assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions applicables au changement des statuts.

## Chapitre 2. Administration - Surveillance

**Art. 8. Conseil d'administration.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et sont toujours révocables par elle; les administrateurs sortants sont rééligibles.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 9. Présidence.** Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président. Le premier président peut être désigné par l'assemblée générale.

Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le président du conseil qui les présidera. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

**Art. 10. Pouvoirs du conseil.** Le conseil d'administration, ou l'administrateur unique, a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

A la suite d'une modification statutaire, le conseil d'administration, ou l'administrateur unique, est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'établissement des statuts coordonnés.

La société se trouve engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur, ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par

la seule signature de son président, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs par le conseil d'administration en vertu de l'article 11 des statuts.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques et en justice.

**Art. 11. Délégation des pouvoirs du conseil.** Le conseil d'administration peut déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il appartient au conseil d'administration de déterminer les pouvoirs et la rémunération particulière attachés à cette délégation de pouvoir, avec l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale de cette rémunération allouée au(x) délégué(s).

Dans le cadre de la gestion journalière, la société peut être engagée par la signature individuelle de la (des) personne (s) désignée(s) à cet effet, dans les limites de ses (leurs) pouvoirs.

**Art. 12. Délibérations du conseil.** Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs qui peut être donné par écrit, télégramme, courriel ou télécopie est admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, courriel ou télécopie.

Les administrateurs peuvent également participer au conseil d'administration par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil d'administration dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la société.

**Art. 13. Décisions du conseil.** Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Des décisions peuvent également être prises par résolutions circulaires signées par tous les administrateurs.

**Art. 14. Commissaire.** La surveillance de la société est confiée à un commissaire, actionnaire ou non, nommé pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligible et toujours révocable.

Si les conditions légales sont remplies, le commissaire sera remplacé par un réviseur d'entreprises, à désigner par l'assemblée générale parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises.

### Chapitre 3. Assemblée générale

**Art. 15. Pouvoirs de l'assemblée.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

**Art. 16. Fonctionnement.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième jeudi du mois de mai à dix (10) heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations. Si ce jour est non ouvré, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvré suivant.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Les actionnaires peuvent également participer à l'assemblée générale par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée générale dont les délibérations sont retransmises de façon continue. L'assemblée générale tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la société.

Chaque action donne droit à une voix.

### Chapitre 4. Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 17. Année sociale.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi. Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au commissaire.

**Art. 18. Attribution des bénéfices.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq (5) pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix (10) pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Sous réserve des dispositions légales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

## Chapitre 5. Généralités

**Art. 19. Dispositions légales.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui-même et finit le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2013.

### *Souscription et Libération*

Le comparant précité a souscrit la totalité des mille (1.000) actions créées.

Les actions ont été libérées à concurrence de soixante-cinq pour cent (65%) chacune par des versements en espèces, de sorte que la somme de vingt mille cent cinquante euros (EUR 20.150.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Est appelée aux fonctions d'administrateur unique Madame Pascale REULAND, salariée, née à Luxembourg, le 3 juin 1969, demeurant à L-7480 Tuntangé, 6a, rue du Bois.
2. Est appelé aux fonctions de commissaire la société Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg, en abrégé FLUX, avec siège social à L-1724 Luxembourg, 29, boulevard Prince Henri, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 142.674.
3. Les mandats de l'administrateur unique et celui du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.
4. L'adresse de la société est fixée à L-1724 Luxembourg, 29, boulevard Prince Henri.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant il a signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: Philippe KAUFFMAN, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 mars 2012. Relation: LAC/2012/11402. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

Luxembourg-Bonnevoie, le 23 mars 2012.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2012037233/167.

(120049157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2012.

### **Sogerom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 54.276.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039447/9.

(120052914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Sonagra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 76.865.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2012.

Référence de publication: 2012039451/10.

(120052682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Spine + S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 136.174.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2012.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Signature

Référence de publication: 2012039452/12.

(120052045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Ateliers Brücker S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9090 Warken, 44, rue de Welscheid.  
R.C.S. Luxembourg B 100.248.

Les comptes annuels de l'année 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 23 mars 2012.

*Pour Ateliers BRUCKER S.à r.l.*

Arend & Partners S.à r.l., Mersch

Signature

Référence de publication: 2012039590/13.

(120052336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**SSCP Plastics Holding SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 94.531.

La situation comptable au 31 décembre 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2012.

Référence de publication: 2012039453/10.

(120052921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Start Holdco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 141.422.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039454/9.

(120052281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Starting Luxco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 141.425.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039455/9.

(120052280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Techseeds S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 107.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039459/9.

(120052457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Torre Ingles S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 53.325.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01.04.2012.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2012039480/12.

(120052781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Uniflux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6794 Grevenmacher, 10, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 153.504.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039489/10.

(120052196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Tembec Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 166.631.389,00.**

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 100.077.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 11/06/2004

Le bilan et l'annexe au 24 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Tembec Luxembourg S.à r.l.*

Référence de publication: 2012039460/11.

(120052408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**TIA Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 59.603.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2012039476/9.  
(120052405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Transcargo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 69.747.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Windho/Koerich, le 30 mars 2012.  
TRANSCARGO S.A.  
L-8399 WINDHOF/KOERICH  
Référence de publication: 2012039482/12.  
(120052560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Treat Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 96.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2012039483/9.  
(120052212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Beaufort Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 145.413.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
*Pour la société*  
Fiduciaire WBM  
*Experts comptables et fiscaux*  
Signature  
Référence de publication: 2012039603/13.  
(120052263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Tumiotto Frères S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3328 Crauthem, 4-6, rue de Weiler.  
R.C.S. Luxembourg B 20.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
*Pour TUMIOTTO FRERES S.à r.l.*  
FIDUCIAIRE DES PME SA  
Référence de publication: 2012039485/11.  
(120053028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Versbau S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 64.249.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039495/9.

(120052683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Windsor House (Lux) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 103.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039505/9.

(120052117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**AdOpt Investment & Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 121.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039556/9.

(120052757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Agfa HealthCare Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 74, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 128.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Agfa HealthCare LUXEMBOURG S.A.*  
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012039557/11.

(120053046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Alba Master Company S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 49.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Alba Master Company SA*  
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012039560/11.

(120053009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Alphard S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 88.726.

Le dépôt des comptes au 31.12.2010 remplace le dépôt des comptes au 31.12.2010 fait au registre de commerce et des sociétés le 18/11/2011 sous la référence n° L110183067.04

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012039563/11.

(120052879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Arnold KONTZ, Société Anonyme.**

Siège social: L-2610 Luxembourg, 184, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 29.577.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012039567/10.

(120052359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**ADM Groupe S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 2, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 116.365.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour ADM GROUPE S.à r.l.*

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012039574/11.

(120053047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Advance S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 55.546.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Référence de publication: 2012039575/10.

(120052127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Amendola & Stocchi S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4480 Belvaux, 62A, Chemin Rouge.

R.C.S. Luxembourg B 56.307.

---

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 30 mars 2012.

AMENDOLA & STOCCHI S.A.R.L.

L-4480 BELVAUX

Référence de publication: 2012039580/12.

(120052519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Alaurin Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 66.105.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Référence de publication: 2012039576/10.

(120052128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Ameras S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 105.014.

Les états financiers au 28 février 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012039581/10.

(120052868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Antikarat s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 71.977.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ANTIKARAT SARL  
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2012039582/11.

(120053045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Auto Moto Zone S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5837 Fentange, 4, Op den Aessen.  
R.C.S. Luxembourg B 111.107.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012039591/10.

(120052940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Aux 1001 Merveilles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4761 Pétange, 29-31, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 125.380.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 30 mars 2012.

AUX 1001 MERVEILLES S.A.R.L.  
L-4761 PETANGE

Référence de publication: 2012039592/12.

(120052518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Bakeries International Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 24.191.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2012039600/11.

(120052282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

**Ballainvilliers PPP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 129.577.

Les comptes annuels au 30 novembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 mars 2012.

Référence de publication: 2012039601/10.

(120052288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Beaufort Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 145.413.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Fiduciaire WBM

*Experts comptables et fiscaux*

Signature

Référence de publication: 2012039604/13.

(120052265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Bitulog Admin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 23, avenue du Dix Septembre.  
R.C.S. Luxembourg B 163.991.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 mars 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012039619/10.

(120052226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Beaufort Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 145.413.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Fiduciaire WBM

*Experts comptables et fiscaux*

Signature

Référence de publication: 2012039605/13.

(120052733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**British Vita (Lux III) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 1.470.568,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 107.582.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 mars 2012.

Référence de publication: 2012039610/12.

(120052198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Bei de Wiermercher s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4992 Sanem, 44, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 132.937.

---

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sanem, le 30 mars 2012.

BEI DE WIERMERCHE S.A.R.L.

L-4992 SANEM

Référence de publication: 2012039612/12.

(120052559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Bei de Wiermercher II s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4990 Sanem, 72, rue de Niederkorn.

R.C.S. Luxembourg B 156.704.

---

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sanem, le 30 mars 2012.

BEI DE WIERMERCHE II S.A.R.L.

L-4990 SANEM

Référence de publication: 2012039613/12.

(120052576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Buffadini P. & Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1274 Howald, 65, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 32.305.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012039625/10.

(120052358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Computer Associates Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 103.372.

---

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mars 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 mars 2012.

Computer Associates Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2012039639/14.

(120052199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Hyppolite & Caderle S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1250 Luxembourg, 101, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 86.389.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02/04/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012039822/12.

(120052381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**Chester Investments Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 24.113.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2011.

POUR LE LIQUIDATEUR

Signature

Référence de publication: 2012039658/12.

(120052249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**DIF Infrastructure II PPP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2012.

DIF Infrastructure II PPP Luxembourg S.à r.l.

DIF Management Luxembourg S.à r.l.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2012039688/14.

(120052087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---

**D.P. Electricité S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4451 Belvaux, 292, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 156.342.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 30 mars 2012.

D.P. ELECTRICITE S.A.R.L.

L-4451 BELVAUX

Référence de publication: 2012039673/12.

(120052539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2012.

---